

Lettre ouverte au Dr. Andreas Schleicher, OCDE, Paris

Avril 2014

Traduction française

Texte original : <http://oecdpsaletter.org/>

Cher Dr. Schleicher,

Nous nous adressons à vous en tant que responsable à l'OCDE du Programme PISA d'évaluation des élèves. Au bout de sa 13e année, PISA est maintenant reconnu dans le monde entier comme instrument de classement des pays - membres de l'OCDE ou non : plus de 60 au dernier décompte - classement établi en fonction de la réussite des élèves de 15 ans en mathématiques, sciences et lecture. Publiés tous les trois ans, les résultats de PISA sont attendus avec crainte par les gouvernements, les ministres de l'éducation, les rédactions en chef des journaux et sont cités comme textes de référence dans d'innombrables rapports politiques. Ils ont commencé à influencer encore plus profondément les pratiques éducatives dans de nombreux pays. À la suite de la publication des résultats de PISA, certains pays en sont à envisager la refonte de leur système éducatif dans l'espoir d'améliorer leur classement. Une absence de progrès dans les évaluations PISA a déclenché dans les pays concernés une crise institutionnelle, un « PISA-Choc » accompagné de demandes de démission de responsables et de mise en place de profondes réformes conformes aux préceptes énoncés par PISA.

Nous sommes franchement préoccupés par l'impact négatif des classements PISA. Voici quelques-uns de nos sujets d'inquiétude :

- la pratique des tests normalisés existe certes dans de nombreux pays depuis des décennies (et ce malgré de sérieuses réserves émises sur leur validité et leur fiabilité), mais PISA a favorisé une escalade certaine dans l'utilisation de tels tests et a entraîné une dépendance accrue aux mesures purement quantitatives. Par exemple, PISA a été utilisé aux USA comme justification majeure du programme " Race to the Top ", programme qui a renforcé l'utilisation de tests standardisés pour évaluer les étudiants, les enseignants et les administrateurs et dont le seul objectif est de classer et étiqueter étudiants, enseignants et administrateurs selon les résultats de tests largement connus pour être déficients (voir, par exemple, la dégringolade inexplicable de la Finlande dans le classement PISA) ;

- PISA, avec son cycle d'évaluation de trois ans, a provoqué un déplacement des objectifs de la politique éducative vers des solutions à court terme visant essentiellement à aider un pays à grimper rapidement dans les classements, bien que les recherches montrent que des changements durables dans la pratique de l'éducation prennent des décennies et non pas quelques années pour se concrétiser. Nous savons par exemple que le statut des enseignants et le prestige de cette profession ont une forte influence sur la qualité de l'enseignement, mais ce statut varie fortement selon les cultures et n'est que faiblement influencé par une politique à court terme;

- en mettant l'accent sur une gamme étroite d'aspects mesurables de l'éducation, PISA détourne l'attention d'objectifs éducatifs moins mesurables ou non mesurables comme le développement physique, moral, civique et artistique, limitant ainsi dangereusement notre imagination collective sur ce que l'éducation peut et doit être ;

- en tant qu'organisation de développement économique, l'OCDE poursuit une problématique naturellement biaisée qui se focalise exclusivement sur le rôle économique des écoles publiques. Mais la préparation de la jeunesse à un emploi rémunéré n'est ni le seul ni même le principal objectif de l'enseignement public qui doit préparer les élèves à l'exercice de l'autonomie dans un système démocratique, à l'action morale et à une vie favorisant le développement personnel, la croissance et le bien-être ;

- à la différence des organisations de l'ONU comme l'UNESCO ou l'UNICEF qui ont des mandats clairs et légitimes pour améliorer l'éducation et la vie des enfants à travers le monde, l'OCDE n'a pas un tel mandat. Elle n'a pas plus, à l'heure actuelle, élaboré de mécanismes de participation démocratique dans son mode de prise de décision sur les questions éducatives;

- pour mettre place l'enquête PISA et la foule de ses à-côtés, l'OCDE a mis en place des «partenariats public-privé» et conclu des alliances avec des entreprises multinationales à but lucratif, qui ont tout à gagner financièrement de la révélation par PISA de n'importe quel manque éducatif, qu'il soit réel ou supposé. Certaines de ces entreprises offrent massivement, moyennant finances, des services éducatifs aux écoles américaines et aux districts scolaires, tout en visant d'autre part le développement d'un enseignement primaire à but lucratif en Afrique, où l'OCDE envisage maintenant d'introduire le programme PISA ;

- enfin ce qui est le plus important : le nouveau régime PISA , avec son cycle continu de tests, nuit à nos enfants et appauvrit nos salles de classe , car il implique inévitablement des batteries de tests de type QCM plus nombreuses et plus longues et conséquemment plus de modèles de leçon « certifiées PISA » dont le poids tend à réduire d'autant plus l'autonomie pédagogique des enseignants. Ainsi PISA a encore augmenté le niveau de stress déjà élevé dans nos écoles ce qui met en danger le bien-être de nos élèves et des enseignants.

Ces évolutions sont en conflit ouvert avec les principes largement acceptés de bonne pratique éducative et démocratique :

- aucune réforme importante ne devrait reposer sur un critère unique et forcément étroit d'évaluation ;

- aucune réforme importante ne devrait ignorer le rôle important des facteurs non éducatifs parmi lesquels les inégalités socio-économiques à l'intérieur d'un pays jouent un rôle primordial. Dans de nombreux pays, y compris les États-Unis, les inégalités ont augmenté de façon spectaculaire au cours des 15 dernières années, ce qui explique l'écart éducatif grandissant entre les riches et les pauvres, écart que des réformes de l'éducation, aussi sophistiquées soient-elles, ne peuvent combler ;

- une organisation comme l'OCDE, comme toute organisation qui influence profondément la vie de nos populations, devrait être ouverte à un contrôle démocratique exercé par les membres de ces populations.

Nous n'écrivons pas seulement pour souligner les déficits et les problèmes. Nous tenons également à être une force de propositions constructives qui peuvent aider à réduire les dérives signalées plus haut. Bien qu'incomplètes, ces propositions montrent comment on pourrait améliorer l'école sans tomber dans les travers dénoncés ci-dessus :

- développer des alternatives aux classements : explorer des façons plus significatives et moins sensationnalistes de publier les résultats des évaluations. Par exemple, comparer les pays en voie de développement où les jeunes de 15 ans sont régulièrement astreints très tôt à un travail salarié avec les pays depuis longtemps développés n'a aucun sens ni éducatif ni politique et expose l'OCDE au reproche de colonialisme éducatif ;

- favoriser la participation de l'ensemble des acteurs de l'éducation et des universitaires concernés par ces questions : à ce jour, les groupes qui ont le plus d'influence dans les prises de décision concernant l'école sont les psychométriciens, les statisticiens et les économistes. Ils méritent certainement une place à la table, mais il doit en être de même pour de nombreux autres groupes : les parents, les éducateurs, les administrateurs, les dirigeants de communautés, les étudiants, ainsi que les chercheurs dans des disciplines comme l'anthropologie, la sociologie, l'histoire, la philosophie, la linguistique, les arts et les humanités. Ce que nous évaluons et comment s'effectue cette évaluation des élèves âgés de 15 ans doit être discuté au niveau local, national et international par tous ces groupes ;

- impliquer des organisations nationales et internationales dans le processus d'élaboration de méthodes et de normes qui vont bien au-delà du rôle économique de l'éducation publique et dont les préoccupations incluent la santé, le développement humain, le bien-être et le bonheur des étudiants et des enseignants. Cette implication de diverses organisations vise aussi bien celles appartenant aux Nations Unies mentionnées ci-dessus que les organisations d'enseignants, de parents et d'administrateurs, pour n'en nommer que quelques-unes ;

- rendre publics les coûts directs et indirects de l'exécution de PISA pour que les contribuables des pays membres puissent envisager en connaissance de cause une utilisation différente des millions de dollars dépensés pour ces tests et décider s'ils veulent continuer à les faire passer ;

- favoriser une supervision par des équipes internationales indépendantes qui pourront observer l'administration des tests PISA du début jusqu'à la fin pour que les questions portant sur les caractéristiques des tests, des procédures statistiques et de la procédure de notation puissent être honnêtement évaluées et échapper ainsi aux accusations de partialité ou d'iniquité dans les comparaisons ;

- fournir des comptes et rapports détaillés sur le rôle des entreprises privées et à but lucratif dans la préparation, l'exécution et le suivi des évaluations tri-annuelles PISA pour éviter l'apparence ou l'existence de conflits d'intérêts ;

- ralentir le rouleau compresseur des tests. Pour avoir le temps de débattre des questions mentionnées dans ce texte aux différents niveaux local, national et international, il faut envisager de surseoir à la mise en place du prochain cycle PISA. Cela donnerait le temps d'intégrer à la réflexion collective les fruits des débats organisés pour mettre en place un nouveau et meilleur modèle d'évaluation.

Nous supposons que les experts du PISA de l'OCDE sont mus par un désir sincère d'amélioration des systèmes éducatifs. Mais nous ne parvenons pas à comprendre comment et pourquoi votre organisation est devenue de fait l'arbitre exclusif des moyens et des fins de l'éducation à travers le monde. La focalisation étroite de l'OCDE sur des tests standardisés risque de transformer l'apprentissage en corvée et de tuer ainsi la joie d'apprendre. PISA ayant conduit de nombreux gouvernements à s'engager dans une compétition internationale visant à obtenir de meilleurs scores, l'OCDE s'est donc arrogé le pouvoir de façonner la politique de l'éducation dans le monde entier, sans aucun débat sur la justification et les limites de ses propres objectifs. Nous craignons au plus haut point que l'appréciation portée sur des traditions éducatives variées au moyen d'une seule et étroite mesure biaisée aboutisse finalement à des dommages irréversibles pour nos écoles et leurs élèves.

Cordialement,

Heinz -Dieter Meyer
State University of New York (SUNY Albany)

Katie Zahedi
Principal, Red Hook, New York

Traduction : Michel Delord - 1/6/2014